

Comment les universités africaines s'efforcent de créer des conditions favorables à la recherche

janvier 2010

Alioune Camara

Spécialiste principal de Programme

Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, Dakar

Kathryn Toure

Directrice du Bureau régional en l'Afrique du Centre et de l'Ouest,

Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, Dakar

pour Research Global,

www.globalrmn.org/publication.asp

un magazine du Réseau mondial pour le management de la recherche (GRMN),
géré par l'Association des universités du Commonwealth

Conscient que la qualité de la recherche universitaire a un impact réel sur la qualité de l'éducation à tous les niveaux et qu'elle structure en même temps l'environnement global dans lequel la recherche évolue, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), à travers son Bureau régional en Afrique du Centre et de l'Ouest (BRACO), a initié une démarche pour mieux comprendre ce qui se passe réellement en matière de gouvernance de la recherche universitaire dans la région. Les résultats obtenus à ce jour sont synthétisés dans le présent document.

Après plusieurs décennies d'investissement dans l'enseignement primaire et secondaire en Afrique, l'enseignement supérieur fait l'objet d'une attention et d'un investissement renouvelés. Des universités et des institutions régionales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre s'efforcent de faire en sorte que la recherche soit davantage mise au service de l'université, du développement de l'éducation en général et d'une société plus ouverte. Ces efforts incluent le développement de politiques de recherche et la mise en place de fonds de recherche (y compris des fonds régionaux), la création de départements pour la recherche et la coopération, le développement de plans stratégiques pour la recherche, de mécanismes d'incitation du corps enseignant, la formation des professeurs et des administrateurs dans la formulation de requêtes, la mobilisation de ressources ainsi que le développement et la gestion de partenariat. Malgré ces initiatives, les données sur l'administration de l'enseignement supérieur – et de la recherche universitaire, en particulier – sont éparpillées et souvent indisponibles.

Dans un contexte mondial difficile où l'enseignement supérieur est de plus en plus privatisé, les universités agissent souvent isolément pour dynamiser le secteur de la recherche. Il est nécessaire de soutenir la production de connaissances sur le développement de la recherche dans les contextes africains et de s'assurer que les meilleures pratiques sont partagées au sein des institutions et entre les pays. Ces connaissances devraient informer les politiques de recherche et les programmes nationaux et régionaux, de même que les négociations avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux intervenant dans l'enseignement supérieur.

Lors d'une table ronde sur le rôle des universités dans la recherche pour le développement organisée par le CRDI/BRACO en décembre 2008 au Sénégal, des chercheurs, des autorités universitaires et des partenaires au développement ont mis en exergue, entre autres sujets, le fait que la recherche universitaire souffre d'un manque d'efficacité dans son organisation et son administration. Il y a non seulement un défaut de vision, de cadre politique et de planification stratégique, mais aussi une absence de culture de service au sein des structures chargées d'administrer, de coordonner et de promouvoir la recherche. Avec une charge d'enseignement très importante, les professeurs n'ont guère de temps pour la recherche et privilégient les consultations afin d'améliorer leurs revenus. L'Etat est peu disposé à financer la recherche et les professeurs et assistants peu enclins à consacrer à la recherche la part de leur salaire prévue à cet effet.

Les universités cherchent néanmoins à sortir de l'isolement qui les a caractérisées ces dernières décennies et à connecter la recherche avec les priorités de développement national.

Analyse situationnelle de la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre

A la suite de cette table ronde, une analyse situationnelle de la gouvernance de la recherche a été faite dans six universités situées dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre : l'Université d'Abobo Adjamé en Côte d'Ivoire, l'Université de Buea au Cameroun, les Universités Cheikh Anta Diop et Gaston Berger au Sénégal, l'Université du Ghana et, l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso.

A travers une revue documentaire, une collecte de données factuelles et statistiques par voie de questionnaires, et des entrevues avec des administrateurs, des professeurs et des étudiants, la gouvernance de la recherche a été examinée dans les trois domaines suivants : l'organisation du système de recherche, le pilotage institutionnel de la recherche, la gestion des structures et des ressources. Les rapports de chaque université et le rapport de synthèse ont été discutés et validés lors d'un atelier organisé en octobre 2009 à Dakar, par des autorités universitaires, des chercheurs et des partenaires au développement soutenant l'enseignement supérieur (tels que l'UNESCO). Les résultats de l'enquête et des pistes de recherche ont également été débattus lors d'un atelier sur le développement du leadership organisé par l'Association des universités africaines, également en octobre 2009 à Dakar. Les résultats ont aussi été partagés avec des spécialistes de l'éducation de la Banque africaine de développement (BAD) en novembre à Tunis.

Organisation du système de recherche

S'agissant de l'organisation de la recherche, il a été noté que dans la plupart des cas, les universités n'ont pas d'orientations claires et documentées pour organiser leur système de recherche. Il en va de même des critères d'accréditation des unités de recherche. Ces dernières prolifèrent alors que leurs interactions restent limitées. Cependant, le corps professoral et le personnel administratif universitaire sont de plus en plus conscients de la nature excessivement informelle des unités de recherche. Des tentatives sont en cours pour mettre en place des procédures communes pour la création et la gestion des unités de recherche, sans pour autant inhiber l'esprit d'initiative.

Pilotage institutionnel de la recherche

Toutes les universités objets de l'enquête ont des instances de décision pour les questions relatives à la recherche. Toutefois, l'une des principales caractéristiques de ces entités est leur influence limitée sur la recherche. Les conseils scientifiques, censés jouer un rôle crucial dans la conduite de la recherche et offrir un appui technique, s'évertuent à s'acquitter de cette mission mais sont souvent réduits à des tâches routinières ou secondaires. Le déficit de ressources financières est souvent cité pour expliquer leur influence limitée sur les équipes de recherche et les laboratoires créés à l'initiative propre des chercheurs.

La plupart des universités n'ont pas de mécanisme de définition des priorités de recherche. Même si des universités développent des agendas de recherche et exécutent des plans stratégiques, il n'y a pas de preuve, à l'exception de l'Université de Buea, de l'influence de ces plans. En l'absence d'un pilotage de la recherche par les gouvernements et les universités qui prennent en compte la demande sociale en recherche, les chercheurs continuent à développer leurs projets individuellement ou collectivement, d'abord pour leur propre intérêt, ensuite pour répondre à l'agenda de recherche et se conformer aux exigences des partenaires extérieurs.

Ces processus de recherche sont cependant rarement évalués par l'université. Les mécanismes et les pratiques d'évaluation existants n'examinent le plus souvent que des projets spécifiques sous l'angle des critères de l'institution qui les finance. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes pour l'évaluation des unités de recherche et de promouvoir une culture de l'évaluation.

Gestion des structures et des ressources

En ce qui concerne la gestion opérationnelle de la recherche universitaire, toutes les universités de l'enquête ont des manuels de procédures administratives et comptables qui sont relativement bien respectés. Toutefois, les outils existants ne prennent généralement pas en compte les spécificités de la recherche. Il s'y ajoute que la gestion autonome de laboratoires et centres de recherche en dehors de procédures communes affaiblit le système et peut mener à toutes sortes de dérives incontrôlables.

Ces dernières années, les conditions de travail des chercheurs se sont améliorées, mais elles restent préoccupantes dans certains cas. Les professeurs et les assistants se plaignent d'un environnement professionnel non satisfaisant, des salaires faibles et de laboratoires sous-équipés. Dans la plupart des universités, les chercheurs doivent faire face à de lourdes charges d'enseignement et à des sollicitations extérieures telles que les consultances et les vacations dans des établissements privés. Ce qui laisse peu de temps et d'énergie à consacrer à l'encadrement des doctorants et à la recherche.

A l'Université Cheikh Anta Diop (Sénégal) et à l'Université de Buea (Cameroun), des directives ont été prises concernant les questions de comportement éthique et professionnel. L'Université Cheikh Anta Diop cherche à mettre en place un Comité d'éthique de la recherche, en s'inspirant de l'expérience au Sénégal du Comité national d'éthique pour la recherche en santé (CNERS). Ce dernier comité passe en revue les protocoles de recherche soumis à son appréciation et formule des opinions et des recommandations sur les défis éthiques et d'autres questions sociétales et scientifiques.

Relation avec les priorités nationales de développement et la demande sociale en recherche

L'opérationnalisation des résultats de la recherche reste l'une des grandes faiblesses identifiées dans les procédures de recherche appliquées dans les universités enquêtées. Cela est dû en partie à la non prise en compte des priorités de développement national et des demandes sociales dans la conception des projets de recherche. En général, les chercheurs ont fait état d'énormes difficultés pour partager et valoriser les résultats de leurs recherches en raison de l'absence d'un soutien scientifique et technique approprié et d'un cadre institutionnel adéquat. Mais aussi, les chercheurs négligent le plus souvent d'intégrer la communication et la valorisation lors de la planification des projets. Certaines initiatives pour valoriser le savoir et la recherche existent, comme par exemple des incubateurs à l'Université Cheikh Anta Diop. Des partenariats avec le secteur privé sont en train d'être expérimentés dans ce sens à l'Université de Buea.

Malgré les difficultés auxquelles les universitaires et les universités sont confrontés pour entreprendre une recherche de qualité, des pratiques et des stratégies prometteuses sont en train d'émerger qui mériteraient d'être suivies et soutenues. Des universités développent des initiatives pour un financement autonome de la recherche à travers divers mécanismes tels que des fonds d'appui à la recherche ou des financements compétitifs pour la recherche et l'innovation. Elles créent également des mécanismes et des opportunités pour une plus grande ouverture au public, aux communautés et aux usagers. La mise en place d'écoles doctorales multidisciplinaires et inter-facultés contribue à renforcer les interactions entre les chercheurs et les étudiants. De la même manière, une coopération interuniversitaire accrue à travers des réseaux et des programmes régionaux contribue au développement de synergies.

La recherche universitaire comme partie du système national d'innovation

L'analyse situationnelle entreprise par des chercheurs africains dans les six universités a permis d'identifier les principales conditions d'amélioration de la gouvernance de la recherche universitaire suivantes :

- un **cadre institutionnel national** plus adéquat pour la définition et la communication des priorités de recherche ;
- plus de **synergies** entre les acteurs impliqués dans les systèmes nationaux d'innovation ;
- un **soutien institutionnel** aux centres de recherche, aux laboratoires et le développement de synergies entre les équipes de recherche ;
- une consultation et un **dialogue** permanents **avec les utilisateurs** de la recherche ;
- des inventaires et des **évaluations** des recherches menées à l'université ;
- des mécanismes efficaces de **financement** de la recherche ;
- la professionnalisation et la **formation** en gestion et administration de la recherche.

En termes de perspectives, le CRDI/BRACO entend soutenir les institutions nationales et les associations professionnelles afin de répondre aux besoins exprimés par les autorités universitaires et les chercheurs. Il existe une convergence d'intérêts autour du besoin de production de connaissances sur la contribution de la recherche universitaire à la mise en place de systèmes nationaux et régionaux d'innovation à même de satisfaire aux besoins locaux et aux priorités de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Pour en savoir plus sur la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique, se référer à des auteurs tels que Bernard Fonlon et Edme Michel Zinsou (la responsabilité sociale de l'université), Abdoulaye Niang (les obstacles auxquels font face les universités francophones en Afrique), Paulin Hountondji (extraversion de la recherche africaine et la nécessité d'une réappropriation des savoirs endogènes) et Mammo Muchie (systèmes nationaux d'innovation). Les résultats de l'analyse situationnelle en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'autres rapports et documents sur le sujet sont consultables à www.idrc.ca/fr/ev-147729-201-1-DO_TOPIC.html